

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité Territoriale Rhône-Saône

Villeurbanne, le 15 décembre 2015

Affaire suivie par : Pascal RESTELLI
Cellule "Risques Chroniques" et Territoriale/Déchets
Téléphone : 04 72 44 12 24
Télécopie : 04 72 44 12 57
Courriel : pascal.restelli@developpement-durable.gouv.fr
Référence : UTRS-CRC-15-619-PR1012

DÉPARTEMENT DU RHONE
Société ACMET ALLIAGES à CORBAS
Rapport de présentation au CoDERST de l'inspecteur de l'environnement

Objet : Installations classées : Avis sur la demande de modifications d'une installation de transit, regroupement, tri et traitement de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux présentée par la société ACMET ALLIAGES à CORBAS

Référence : Article R.512-31 du code de l'environnement

Raison sociale : Société ACMET ALLIAGES

Adresse du siège social : 10, avenue du 24 août 1944
69960 – CORBAS

Adresse de l'établissement : 10, avenue du 24 août 1944
69960 – CORBAS

Personnes à contacter : Monsieur Jean-Michel EXPERTON, PDG de la société ACMET ALLIAGES
Monsieur David DIALINAS, Responsable QSE de la société ACMET ALLIAGES
Téléphone : 04.74.35.07.11
Télécopie : 04.74.38.32.66
Adresses électroniques : jmexperton@marcelpoil.fr
ddialinas@marcelpoil.fr

Activité principale : Installations de stockage et de récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux

Code S3IC de l'établissement : 0061.03942

Copies à : REMIPP/2PSE
CHRONO
C4SD/D

Suite à une visite d'inspection du 7 janvier 2015, dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles, la société ACMET ALLIAGES a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 12 février 2015, pour son établissement de CORBAS, de respecter notamment les dispositions de l'article R. 512-33 du code de l'environnement en portant à la connaissance de monsieur le préfet du Rhône les augmentations de volume des activités autorisées du site ainsi que l'ensemble des modifications, ses activités et ses capacités de stockage avec tous les éléments d'appréciation.

I – Présentation du demandeur et des installations

La société ACMET ALLIAGES exploite essentiellement au 10, avenue du 24 août 1944, à CORBAS, des installations de transit, regroupement, tri et traitement de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux.

Au regard de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 février 2015 qui modifie l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 juillet 1979 pour le classement des activités soumises à la législation des installations classées (antériorité au bénéfice des droits acquis), le site est actuellement autorisé pour les activités suivantes :

Rubriques	Désignation de la rubrique	Capacités maximum	Régime
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. 1. Supérieure ou égale à 1 000 m ² ;	3 000 m ²	A
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 tonne ;	Batteries : 20 tonnes Produits amiantés : 10 tonnes Papiers/chiffons souillés : 10 tonnes Boue de peinture : 2 tonnes Peinture : 0,4 tonnes Vernis : 0,4 tonnes Colle : 0,4 tonnes Encre : 0,4 tonnes Résine : 0,4 tonnes Total : 44 tonnes	A
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j ;	10 t/j	A
2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Plastiques : 55 m ³ Bois : 30 m ³ Papiers/chiffons non souillés : 105 m ³ Volume total : 190 m ³	D
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 250 m ³	Volume susceptible d'être présent dans l'installation : 20 m ³	NC

2716	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.	Refus de tri : 30 m ³	NC
4330	Liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant inférieure à 1 t	Fûts de produits inflammables : 0,8 t	NC
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant inférieure à 50 t	Capacité équivalente stockée : 0,8 t	NC

Classement : A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

En réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 février 2015, la société ACMET ALLIAGES a transmis le 7 mai 2015 à la Direction Départementale de la Protection des Populations du Rhône (DDPP), un porter à connaissance qui a été jugé non recevable par l'inspection des installations classées dans son courrier du 19 mai 2015 à l'exploitant avec copie au préfet du Rhône.

Par une transmission du 9 novembre 2015, la société ACMET ALLIAGES a transmis à la DDPP une nouvelle version du porter à connaissance qui a été complété en dernier lieu le 26 novembre 2015 et qui fait l'objet de la présente instruction administrative.

II – Objet du porter à connaissance

Le dernier porter à connaissance, déposé à la DDPP, fait état :

- de la création, déjà réalisée, d'une aire de stockage de bennes vides sur une parcelle récemment aménagée par une aire imperméabilisée, augmentant ainsi la surface du site ;
- d'une demande pour augmenter la hauteur du stockage des métaux non ferreux de 3 à 6 mètres ;
- d'une demande pour pouvoir augmenter certains volumes de déchets sur le site à savoir :
 - le bois dont le volume passe de 30 à 60 m³,
 - les papiers/cartons dont le volume passe de 105 à 135 m³.

III – Avis de l'inspection des installations classées

Sur la consommation d'eau et le rejet des effluents aqueux du site :

L'exploitation des activités ne nécessite pas d'eau dans le process de broyage et pour les installations de stockage. La consommation d'eau, uniquement nécessaire aux besoins sanitaires et en provenance du réseau d'eau public de la commune de CORBAS, est estimée à environ 2300 m³ par an.

Les eaux domestiques sont rejetées vers le réseau unitaire d'eaux usées de la commune de CORBAS avant d'être acheminées vers la station d'épuration de SAINT-FONS gérée par la Métropole de Lyon.

Toutes les eaux pluviales sont acheminées vers le réseau de collecte des eaux pluviales de la commune de CORBAS après un pré-traitement par un séparateur d'hydrocarbures.

Ces eaux pluviales sont ensuite rejetées vers la station d'épuration de SAINT-FONS.

L'ensemble des aires de travail est imperméabilisé (béton) de façon à récupérer les eaux pluviales de ruissellement.

Sur les émissions atmosphériques :

De par la granulométrie du type de déchets stockés sur le site (métaux), l'établissement est très peu producteur d'émissions atmosphériques de poussières de métaux. L'aire de stockage de bennes vides est imperméabilisée et limite ainsi les émissions de poussières.

Sur les nuisances sonores créées par les installations :

L'établissement est situé en zone industrielle et la maison d'habitation la plus proche est située à environ 760 mètres du site, chemin du Fort. Les augmentations de volumes de déchets de bois et de papiers/cartons et la création d'une aire de stockage de bennes vides ne créent pas d'impact sonore supplémentaire.

Sur l'impact dû au trafic de véhicules :

Les activités génèrent actuellement un trafic estimé à environ 30 poids-lourds par jour représentant une contribution égale à 15 % du trafic poids-lourds circulant sur l'avenue du 24 août 1944 (200 véhicules par jour). L'impact supplémentaire dû aux modifications précisées dans le porter à connaissance est négligeable, les bennes vides étant déjà acceptées sur le périmètre actuel du site.

Sur la faune et la flore :

La plus proche ZNIEFF de type 2 "Plaine des Grandes Terres", est située à 1100 mètres à l'ouest du site. Ce site n'est pas situé en ZICO ou en zone Natura 2000.

Sur l'intégration paysagère :

Compte tenu d'une hauteur de stockage des déchets de métaux non ferreux qui pourrait passer de 3 à 6 mètres et créer ainsi un impact visuel pour le voisinage, l'inspection des installations classée propose, dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport, que des écrans de végétation à feuilles persistantes soient mis en place en limites de propriété de la parcelle n° 12 sauf sur le côté donnant sur l'avenue du 24 août et qu'un bardage d'une hauteur de 2,5 mètres sur laquelle sera installée une haie artificielle ceinture les limites de propriété de la parcelle n° 87.

Sur les risques incendie et les pollutions accidentelles :

Les risques incendie ont été étudiés dans le porter à connaissance et la modélisation des flux thermiques engendrés par un incendie sur le site sont maintenus dans les limites de propriété.

Les éventuels déversements accidentels seront confinés sur le site après manipulation d'un dispositif d'isolement dont l'emploi est encadré par une consigne d'exploitation.

IV – Conclusion – Propositions

Au regard des activités de stockage déjà présentes et autorisées sur le site, aucun impact environnemental et aucun risque supplémentaires n'ont été mis en évidence par le porter à connaissance déposé à la DDPP. Les modifications ne constituent pas en conséquence une modification substantielle au titre de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

Le projet d'arrêté préfectoral a été transmis par courriel du 24 novembre 2015 à l'exploitant pour observations éventuelles. Par lettre recommandée avec accusé de réception du 10 décembre 2015, la société ACMET ALLIAGES a présenté des observations dont certaines ont été retenues par l'inspection des installations classées dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

La société ACMET ALLIAGES disposera, comme le prévoit le code de l'environnement, d'un délai légal de 15 jours après la réunion du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) pour émettre des observations à l'arrêté qui pourrait être pris par le préfet.

Dans ces conditions, nous proposons à monsieur le préfet, après consultation du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et conformément à l'article R. 512-31 du code de l'environnement, d'acter les dispositions du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport qui :

- actualise l'ensemble des prescriptions opposables à la société ACMET ALLIAGES pour son site de CORBAS en abrogeant les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 juillet 1979, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 22 octobre 1998, 17 novembre 2004, 2 octobre 2006, 26 novembre 2014 et 12 février 2015 afin que l'exploitant dispose d'un seul arrêté préfectoral "autoportant" réglementant ses installations soumises à la législation des installations classées ;
- modifie le tableau de classement des activités soumise à la législation des installations classées de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 juillet 1979 modifié

L'inspecteur de l'environnement

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'P. Restelli'.

Pascal RESTELLI

Vu et approuvé le 14 décembre 2015
Pour la Directrice et par délégation
L'ingénieur de l'industrie et des mines

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Emmanuelle Maillard'.

Emmanuelle MAILLARD